

Convention collective

**IDCC : 9061. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Alpes-Maritimes)
(20 décembre 1988)**

(Etendue par arrêté du 12 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

AVENANT N° 48 DU 12 DÉCEMBRE 2012

NOR : AGRS1397043M
IDCC : 9061

Entre :

La FDSEA des Alpes-Maritimes,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC des Alpes-Maritimes ;

La CFTC-Agri ;

La FGTA FO des Alpes-Maritimes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 84 « Régime de prévoyance » est modifié dans son titre et son contenu et devient :

« Article 84

Prévoyance et retraite des cadres

Les salariés cadres bénéficient des dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 modifiée, qui définit un régime de prévoyance et d'assurance complémentaire frais de santé, ainsi qu'un régime de retraite supplémentaire.

Le régime de prévoyance est amélioré par :

- la garantie décès supplémentaire "Formule A", avec une cotisation de 0,40 % sur la totalité du salaire, répartie à 50 % à la charge du salarié et à 50 % à la charge de l'employeur. Le contenu de cette garantie est décrit en annexe II ;
- la réduction du délai de carence pour la prise en charge de la garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident de la vie privée à compter du quatrième jour. La cotisation à la charge de l'employeur est de 0,10 % sur la tranche A et de 0,17 % sur la tranche B.

L'assurance complémentaire santé est améliorée par la prise en charge de la cotisation répartie à 50 % à la charge du salarié et à 50 % à la charge de l'employeur.

Le régime de retraite supplémentaire est amélioré en renforçant le taux d'épargne mensuel, par une cotisation de 4 % sur la totalité du salaire brut, répartie à 50 % à la charge du salarié et à 50 % à la charge de l'employeur.

Tout employeur est tenu d'adhérer, pour l'ensemble de ses salariés cadres et assimilés, à la caisse de prévoyance des cadres des entreprises agricoles (CPCEA), institut de prévoyance désigné pour assurer la gestion du régime, dont les coordonnées sont : CPCEA, groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

Article 2

L'annexe II de la convention collective est modifiée.

La description de la « Formule A » de la garantie décès supplémentaire et les conditions générales d'application définies par la CPCEA remplacent la description des garanties de Top santé.

Article 3

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, date à laquelle les nouvelles dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 modifiée entrent en vigueur.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Nice, le 12 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE II

GARANTIE DÉCÈS SUPPLÉMENTAIRE POUR LES CADRES

Les partenaires sociaux agricoles de la production agricole des Alpes-Maritimes ont souscrit un contrat collectif obligatoire auprès de la CPCEA pour la garantie décès supplémentaire (formule A) améliorant les dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

Cette présentation n'est pas exhaustive : il est conseillé de se reporter aux notices d'informations sur les conditions générales et les garanties spécifiques, notamment pour les définitions de conjoint, partenaire de Pacs, concubin, enfant à charge, réalisées par la CPCEA.

La garantie décès supplémentaire « Formule A » s'ajoute à la garantie décès définie dans la CCT 1952 cadres.

En cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive (IAD) du salarié, le salarié (si IAD) ou le (les) bénéficiaire(s) éventuellement désigné(s), personne(s) physique(s) ; à défaut, le conjoint non séparé de droit, le partenaire de Pacs ou concubin ; à défaut les descendants ; à défaut les héritiers, bénéficient, avec cette formule :

- d'un capital de 50 % du salaire de référence ;
- plus une majoration enfant de 50 % par enfant à charge ;
- plus le doublement accident toutes causes et la garantie double effet.

Double effet

Lorsque le conjoint décède simultanément (dans les 24 heures qui précèdent ou suivent le décès du participant) ou postérieurement au décès du participant (dans un délai maximal de 12 mois), il est versé aux enfants encore à charge du dernier décédé, sous réserve qu'ils aient été à la charge du salarié au moment de son décès, un capital correspondant au capital décès, hors majorations familiales.

Doublement accident toutes causes (hormis les exclusions)

En cas de décès suite à un accident, le capital décès supplémentaire est doublé hors majorations familiales (l'accident se définit d'une façon générale comme l'atteinte corporelle, mais non intentionnelle, de la part du salarié, provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure).

Le décès ne peut être considéré comme accidentel que s'il survient dans un délai maximal de 12 mois à compter du jour de l'accident. La preuve de la nature accidentelle du décès ou de la relation de cause à effet entre l'accident et le décès incombe aux bénéficiaires.

Situations d'exclusions,

c'est-à-dire celles où la garantie décès supplémentaire ne s'applique pas

Les risques de décès ou d'invalidité absolue et définitive résultant :

- de la guerre ;
- de maladies ou accidents qui sont le fait volontaire du bénéficiaire ;
- d'un fait du participant, s'il est intentionnel ou frauduleux, étant précisé que le suicide ou la tentative de suicide sont garantis ;
- des suites dues à la participation à un crime, délit intentionnel ou rixe sauf légitime défense ;
- des suites dues à la participation à une émeute ou à un acte de terrorisme ;

- de l’usage de stupéfiants ou de tranquillisants en quantité non prescrite médicalement ;
- de la pratique de tout sport à titre professionnel.

De plus, s’agissant du décès par accident, sont exclus tous les risques de décès ou d’invalidité absolue et définitive résultant :

- du suicide ou de la tentative de suicide ;
- de l’explosion ou de la fission du noyau d’un atome ou des radiations ionisantes ;
- de la participation à une rixe (sauf cas de légitime défense, d’assistance à personne en danger et d’accomplissement du devoir professionnel), à un acte de terrorisme, à un délit intentionnel ou à un crime ;
- de la manipulation d’un engin de guerre dont la détention est illégale ;
- de la pratique de tout sport à titre professionnel, d’un sport aérien (voltige, parachutisme, parapente, vol à voile, ailes volantes, ultralégers motorisés), de la spéléologie, de l’alpinisme (escalade en artificiel et grande course), du saut à l’élastique, des sports de combat ;
- de la participation à des compétitions et à leurs essais nécessitant l’utilisation d’un véhicule à moteur ;
- de paris, de défis, de tentatives de records ;
- de l’ivresse du participant (alcoolémie de taux supérieur ou égal au taux légal en vigueur) ;
- de traitements ou interventions chirurgicales exécutés dans un but de rajeunissement ou esthétique, qui ne seraient pas la conséquence d’un accident garanti par le contrat.

Comment est calculé le salaire de référence ?

La somme des rémunérations ayant donné lieu à cotisations, au titre des 4 derniers trimestres civils ayant précédé le décès ou l’arrêt de travail pour maladie ou accident.

Lorsque le participant a moins de 4 trimestres civils d’activité dans l’entreprise adhérente, ses rémunérations sont reconstituées sur 4 trimestres civils comme si l’intéressé avait effectivement exercé son activité. Toutefois, lorsque l’activité du participant correspond à moins de 3 mois, ses rémunérations sont reconstituées dans la limite de 3 mois maximum.

En cas de décès précédé d’une indemnisation au titre de l’incapacité temporaire ou permanente de travail, le salaire annuel brut est revalorisé en fonction du pourcentage d’augmentation du coefficient servant de base à la revalorisation des prestations concernées.

Fin des garanties

A la date de cessation de l’affiliation du salarié (date à laquelle il cesse d’appartenir au groupe assuré ou date de la rupture de son contrat de travail) ; ou à la date de résiliation du contrat d’assurance.